

Le Conseil municipal de La Nouvelle Orléans vote une mesure défendue par les militants de BDS

Aïda Chavez

le 12 janvier 2018

La Nouvelle Orléans a approuvé jeudi une résolution engageant à prendre des dispositions pour éviter tout contrat ou investissement dans des sociétés dont les pratiques violent les droits de l'Homme – initiative mise en avant dans le conseil comme faisant partie de la campagne pour boycotter, se désinvestir et sanctionner Israël pour son occupation des territoires palestiniens. La Nouvelle Orléans est ainsi la première ville du Sud – et l'une des plus grandes du pays – à voter une résolution en accord avec le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions, connu par ses initiales BDS.

« Cette résolution reconnaît spécifiquement les obligations sociales et éthiques de la ville à prendre des dispositions pour éviter tout contrat ou investissement dans certaines sociétés, à savoir celles qui violent systématiquement les droits de l'Homme, les droits civiques ou les droits du travail », a dit le président du Conseil Jason Williams juste avant le vote. La résolution a été votée unanimement par le conseil, les cinq membres présents votant pour.

Cinq des sept membres du conseil municipal, dont le maire élu, ont co-parrainé la résolution, élaborée par le Comité Palestine Solidarité de la Nouvelle Orléans, dans le sillage des décrets présidentiels sur l'immigration émis l'année dernière par le président Donald Trump, y compris un contrôle sur les droits de l'Homme pour tous les contrats et

investissements de la ville afin d'éviter de faire des affaires avec des sociétés complices d'abus.

Et les défenseurs et les détracteurs s'accordent pour dire que le mouvement de boycott d'Israël progresse. Rien que ces dernières semaines, un tribunal de New York a entendu l'affaire d'une association étudiante pro-BDS qui a été interdite sur le campus d'un collège, et la chanteuse pop Lorde a accédé à la requête de militants du boycott d'annuler un concert en Israël. Quelques gouvernements locaux ont voté des mesures en opposition avec le mouvement BDS – et ces mesures ont été poussées jusqu'au niveau fédéral – mais des villes comme Portland, Oregon, ont voté des mesures limitées pro-BDS.

La résolution dit que le conseil municipal « encourage la création d'un processus de contrôle des investissements et contrats directs afin de les inclure ou de les retirer des titres corporatifs et des partenaires contractuels ». La revue des droits de l'Homme se fait pour être « conforme aux responsabilités de ses résidents », déclare la résolution, parce que « la ville a des obligations sociales et éthiques de prendre des dispositions pour éviter tout contrat ou investissement dans des sociétés dont les pratiques violent systématiquement les droits de l'Homme ».

« Ce que nous faisons au niveau local n'a pas d'impact sur ce qui se passe aux niveaux national et international. »

« Même s'il n'est pas très musclé », a dit Tabitha Mustafa, le vote de la résolution « prouve que la ville reconnaît ce qui se passe en Israël ».

« C'est important parce que, le premier projet de loi une fois voté, au moins, la ville souhaite dire : « Il s'agit de quelque chose à quoi nous ne voulons pas contribuer », a dit Mustafa. « Ce que nous faisons au niveau local n'a pas d'impact sur ce qui se passe aux niveaux national et

international. »

Le langage de cette résolution est délibérément ouvert et inclusif, a expliqué Max Geller, organisateur du Comité Palestine Solidarité, parce que la stratégie de l'association consistait à encapsuler la « lutte commune », malgré les efforts faits par une association qui met l'accent sur BDS. Ce langage ouvert a permis aux militants de trouver un terrain commun entre les questions auxquelles font face les Palestiniens et les résidents de la Nouvelle Orléans. Par exemple, l'une des associations sur la liste de boycott des militants pro-palestiniens, c'est Caterpillar, qui fabrique de gros engins de construction, dont ceux utilisés par l'armée israélienne pour démolir les maisons des Palestiniens.

« Je pense que Caterpillar intéresse particulièrement La Nouvelle Orléans , étant donné l'espèce d'optique de démolition de maisons et l'expérience vécue par tant de gens déplacés de la Nouvelle Orléans après Katrina », a dit Geller. « La ville elle même est vraiment prête à agir selon le principe élémentaire selon lequel 'les gens devraient pouvoir rester dans leurs maisons' et 'les déplacer, ce n'est pas bien'. »



Les Droits des Palestiniens

@US_Campaign

#BDSWIN ! Le conseil municipal de La Nouvelle Orléans vient de voter à l'unanimité une résolution pour filtrer – et sortir des investissements et contrats de ville – les sociétés qui profitent des abus des droits de l'Homme, des droits civiques et des droits du travail, et autres violations.

Félicitations à @NOPSC ! #BDSNOLA

12 janvier 2018

Les membres de la délégation des congrégations de Louisiane à Washington ont dénoncé le mouvement imminent lorsqu'ils en ont été informés mercredi. « Je trouve que c'est fou », a dit le sénateur républicain Bill Cassidy interrogé par le magazine The Intercept sur ce qu'il pensait de la promotion par la Nouvelle Orléans d'une résolution BDS.

« Je veux avoir plus de détails parce que cela ressemble à quelque chose comme : Qu'est-ce qu'ils ont en tête ? » a dit Cassidy. « Je veux dire, vous envoyez un signal à votre ville.

Je veux savoir exactement ce que ça donne, mais à première vue, ça a l'air fou. »

Cassidy faisait partie de ceux qui ont co-parrainé l'Acte israélien controversé Anti-Boycott, qui a été déposé en mars par le sénateur Ben Cardin, D-Md., pour cibler le mouvement BDS. Après les objections de l'ACLU sur le fait que le projet de loi criminalisait la liberté d'expression – disant que les violations « seraient soumises à une sanction civile d'au minimum 250.000 \$ et à une sanction pénale d'au maximum 51 millions de dollars et une peine de 20 ans de prison » – Cardin s'est montré disposé à amender la loi.

Source: [The Intercept](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France